Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET
ADMINISTRATEUR
SUPERIEUR,
CHEF DU TERRITOIRE
DES ILES
WALLIS ET FUTUNA

Rapport d'activité 2019

Préfet de Wallis-et-Futuna

@Prefet986

www.wallis-et-futuna.pref.gouv.fr

Edition 2020

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR
CHEF DU TERRITOIRE
DES ILES WALLIS ET FUTUNA

Mesdames et Messieurs les Conseillers, Mesdames et Messieurs,

Les îles Wallis et Futuna sont une collectivité d'outre-mer dont le fonctionnement et l'organisation des institutions sont fixées par la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer.

À la différence de toutes les autres collectivités de la République, le préfet est à la fois représentant de l'État, « il dirige les services d'État à Wallis et Futuna à l'exclusion des organismes à caractère juridictionnel (…) [1]» et chef du Territoire « l'administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna exerce les fonctions de chef du Territoire[2] (exécutif) ; il est également le chef de la circonscription territoriale d'Uvéa[3].

Cette situation particulière complète les compétences de l'Assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna et des conseils de circonscriptions dont les attributions ont expressément été déterminées par les textes en vigueur.

J'ai souhaité pour ce rapport une forme concise afin d'offrir une vision large et claire de notre action. Ce document s'articule autour des grandes missions confiées à l'État, au Territoire et aux Circonscriptions .

Le rapport d'activité témoigne de l'investissement de tous les agents qui, tout en gérant la complexité du quotidien, se mobilisent pour réagir face aux crises, amorcer la résilience des territoires et offrir l'accès aux services publics : environnement, agriculture, pêche, travaux publics, développement économique, éducation, santé …

Je me réjouis également de la qualité de la collaboration avec l'ensemble des acteurs du territoire : élus, autorités coutumières, partenaires issus du monde de l'entreprise ou des réseaux associatifs qui contribuent à la dynamisation croisée de notre territoire.

A la lecture de ce bilan annuel, c'est un sentiment de travail accompli qui doit vous animer, c'est un sentiment de satisfaction, c'est un sentiment qu'ensemble, nous allons plus loin au profit des populations.

Je vous en souhaite une bonne lecture.

Le Préfet, Administrateur supérieur
des îles Wallis et Futuna

Thierry QUEFFELEC

---

1 Article 8 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 *conférent aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer*

2 Article 9 de la loi n° 61-814 : « *L'administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna exerce les fonctions de chefs du territoire. Il prend, après avis du conseil territorial, tous actes réglementaires propre à assurer l'exécution des délibérations de l'assemblée territoriale et tous actes réglementaires qui relèvent de sa compétence de chef de territoire aux termes des lois, décrets et règlements.* »

3 Article 18 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 concernant les compétences des circonscriptions territoriales

Sommaire

- Grands événements et Visites officielles (p5)
- Protection des populations (p5)
- Réglementation et Elections (p6)
- Santé (p7)
- Éducation (p9)
- Jeunesse, Sport et Vie étudiante (p10)
- Affaires sociales (p11)
- Coordination des politiques publiques (p12)
- Économie et Développement (p14)
- Appui au secteur primaire (p15)
- Environnement (p17)
- Travaux publics (p19)
- Affaires culturelles (p22)
- Postes et Télécommunications (p23)
- Transport aérien (p24)
- Sécurité publique (p26)
- Circonscription d'Uvea et Délégation de Futuna (p28)
- Volet finances (p30)
- Volet Ressources humaines (p33)
- Indicateurs (p35)

CHIFFRES CLÉS 2019

- **11 558** habitants recensés (8 333 à Wallis et 3225 à Futuna) en 2018
- **82** hab/km² densité moyenne
- **3069** nombre de ménages
- **3,8** taille moyenne des ménages
- **57** : nombre de produits retenus dans le bouclier des prix
- **32** : nombre d'aides prime à l'emploi accordé
- **876** nombre de bénéficiaires des chantiers de développement
- **794** : nombre d'Evasan
- **3447 :** nombre de logements recensés sur le territoire (Wallis et Futuna)
- **62 :** nombre de stagiaires ayant bénéficié du passeport mobilité
- **171 :** nombre de naissances (Wallis et Futuna)
- **56** : nombre de décès (Wallis et Futuna)
- **293 :** nombre moyen mensuel de bénéficiaires de l'aide handicap et grande dépendance
- **2935** : nombre d'élèves scolarisés
- **1392** : nombre d'abonnés ADSL
- **7596** : nombre d'actes civils (Wallis et Futuna)
- **32 204 :** nombre de passagers du trafic aérien international
- **5** : nombre de demandes de nationalité française
- **1573** : nombre de passeports biométriques validés
- **99 :** nombre de délibérations de l'Assemblée territoriale rendues exécutoires
- **194** annonces légales et **2** avis d'appel public à concurrence
- **43** : âge moyen des agents du Territoire pour **40** ans en moyenne pour les agents de l'État
- **6,2 milliards de FCFP :** montant des importations

Sources :
Services de l'Administration supérieure; Direction des Finances publiques ; IEOM ; recensement INSEE

Indicateurs 2019 en fin de rapport

BILAN D'ACTIVITE

2019

GRANDS EVENEMENTS ET VISITES OFFICIELLES

Visites officielles

Mme Annick Girardin, ministre des Outre-Mer est arrivée à l'aéroport de Hihifo, Wallis, le lundi 4 mars 2019, accompagnée de Rémi Bastille, conseiller chargé des affaires régaliennes, de M. Fabrice Thibier, conseiller chargé des affaires européennes, de M. Charles Giusti, Directeur Général Adjoint des Outre-mer et de M. Gérald Soliveres, Officier de Sécurité.

Durant une semaine, la ministre est allée à la rencontre des services, des artisans, commerçants et entrepreneurs locaux, de la population et des élus. La ministre a ainsi pu visiter la scierie SMJ, le marché de l'artisanat, elle a pu également inaugurer l'académie des langues de Wallis et Futuna et participer à une démonstration de Va a dans la baie de Gahi. Elle a pris connaissance des projets de village (Vaitupu et Mata Utu) avant de rejoindre Futuna le 7 mars. A Futuna elle a pu découvrir le quai de Leava et la Capitainerie, prendre connaissance du projet d'amélioration de l'aérodrome de Vélé et visiter plusieurs sites emblématiques telle que la basilique de Poî.

Commémorations

Comme chaque année, le Cabinet a contribué à l'organisation des cérémonies de commémoration du 8 mai 1945, du 14 juillet 1789 (Fête nationale – Fête de la fédération du 14 juillet 1790), du 29 juillet 1961 (Adoption de la loi statutaire des îles Wallis et Futuna), du 18 juin 1940 (Appel à la résistance du Général De Gaulle) et du 11 novembre 1918 (Armistice de la Première guerre mondiale).

LA PROTECTION DES POPULATIONS

Prévention des risques et gestion des crises

En 2019, l'exercice régional majeur « PACIFIC WAVE de 2018 » a été joué à deux reprises
Une première fois le 25 février 2019 à l'EMIZ et au Centre Opérationnel de l'Administration supérieure.
Une seconde fois le 8 octobre 2019 sur le terrain à Futuna et au Centre Opérationnel de l'Administration supérieure.

La préparation de ces exercices a accéléré la mise en place d'une salle de crise à Futuna sur les hauteurs de l'île.

Une antenne Croix Rouge a vu le jour à Wallis. En lien avec l'Administration supérieure, elle a participé à la sensibilisation des plus jeunes aux risques naturels à travers le programme Alerte.

Un travail de fond a été réalisé cette année sur les questions de sécurité civile avec la DGOM et la DGSCGC. On notera également la participation au séminaire de sécurité civile et des SIDPC de deux personnels de l'Administration Supérieure.

Risques particuliers :
Au moins 3 alertes Tsunami sérieuses ont été gérées durant l'année.

Risques courants :
Un nouveau règlement de gestion du temps de travail a été validé par les sapeurs pompiers.
Les centres de secours de Wallis et de Futuna ont adopté un rythme de travail uniforme de 24h00 de travail suivi de 48h00 de repos.
Une formation de chef d'agrès VSAV a été dispensée par 2 formateurs de la BSPP pour les centres de secours de Wallis etd e Futuna

LA REGLEMENTATION ET LES ELECTIONS

JOWF (le journal officiel de Wallis et Futuna):

Depuis la loi organique du 21 février 2007 les lois, ordonnances, décrets et arrêtés contenant la mention d'applicabilité sur le Territoire entrent en vigueur à Wallis et Futuna le dixième jour qui suit leur publication au JORF. Désormais, la publication de ces textes dans le JOWF est assurée à titre d'information *(publication directe des textes sans arrêté de promulgation)*.

Elections:

Une seule élection a eu lieu en 2019 : l'élection des représentants au parlement européen du 26 mai 2019.
Contrairement aux autres scrutins européens antérieurs, cette élection s'est déroulée sur une circonscription électorale unique (pas de circonscription outre-mer) avec des listes de 79 candidats.

Titres de séjour et visas délivrés en 2019 :

– 8 cartes « séjour temporaire » (CST : 1 an) ;
– 4 cartes « résident permanent » (CSP : 10 ans) ;
– 37 demandes de visas d'entrée sur le Territoire ;
– 5 demandes d'acquisition de la nationalité française.

Par rapport à 2018, le nombre de titres de séjour permanent accordés en 2019 a fortement baissé ***(- 71%)***. Les titres de séjour temporaires et les visas enregistrent également une baisse notable ***(- 27% pour les titres de séjour temporaires)*** et ***(- 19 % pour les visas)***. En revanche, on note une certaine stabilité dans les demandes d'acquisition de la nationalité française.

Pour l'année 2019, 1573 (+33) passeports biométriques ont été validés et 120 (-49) passeports d'urgence délivrés.

Par rapport à l'année 2018, le nombre de passeports biométriques délivrés en 2019 a légèrement augmenté *(+ 2,14%)* alors que le nombre de passeports d'urgence a connu une baisse significative *(- 29%) ;* on constate ainsi une certaine prise de conscience au sein de la population locale qui, grâce aux campagnes d'information et de sensibilisation, se montre plus vigilante au regard de la durée validité de leurs titres de voyage.

Délivrées à Wallis et Futuna depuis 2017 seulement, ***le nombre de cartes nationales d'identité sécurisées validées par le service en 2019 est de 1094***, soit une nette augmentation *(+ 73,65 %)* par rapport à l'année 2018. Les wallisiens et futuniens commencent à apprécier la CNI sécurisée pour son aspect pratique *(carte plastifiée sous un format réduit)* et gratuit *(absence de droit de timbre)*.

Accueil du public

Ouvert en 2017, le bureau d'accueil du public est chargé de la délivrance aux usagers de divers formulaires administratifs *(associations, continuité territoriale, armes et munitions, concours …)* et de l'orientation / information du public.

➢La gestion et suivi des associations : documents enregistrés en 2019 :

– 37 statuts d'associations ***(nouvelles déclarations)*** ;
– 106 procès-verbaux de modification et renouvellement de bureau ;
– 0 dissolution.

Les déclarations nouvelles d'associations et les procès-verbaux de modification des bureaux connaissent une légère hausse par rapport à l'année 2018 ***(+ 5,71%)***. Les associations nouvellement déclarées interviennent essentiellement dans les secteurs sportif et culturel ; les démarches administratives sont simplifiées puisque les formulaires relatifs à la création ou modification des statuts d'associations sont mises en ligne sur le site internet de l'Administration.

En 2019, le service a enregistré ***194 annonces légales et 2 avis d'appel public à la concurrence.*** Les déclarations d'annonces légales ont remarquablement augmentées en 2019, soit + 79 % par rapport à 2018 *(108 annonces légales enregistrées 2018)*.

20 numéros de la lettre mensuelle et du bulletin trimestriel de l'IEOM ont été recensés au titre du dépôt légal pour 2019.

Le service a également enregistré :

– 22 statuts de sociétés ;
– 60 PV de modification de la composition des organes gestionnaires des sociétés ;
– 23 PV de cessions de parts sociales ;
– 6 baux *(divers : bail commercial, bail d'habitation, bail emphytéotique...)* ;
– 226 documents divers *(prêts ou avenants de la BWF, conventions, actes de vente de propriétés…).*

Bilan de mise en œuvre des politiques du Territoire :

99 délibérations de l'Assemblée territoriale *(sur les 122 reçues au service)* ont été rendues exécutoires. Les délibérations non rendues exécutoires portent sur des vœux ou déclarations d'intention de l'assemblée*(23 délibérations)*.

303 délibérations de la Commission permanente sur les 312 délibérations ont fait l'objet d'un arrêté d'exécution. Les 9 délibérations non exécutées concernent des avis de la commission permanente sur des projets de textes *(lois, décrets ...)* transmis pour consultation de l'Assemblée par le ministère des outre-mer.

Globalement, on retiendra – par rapport à l'année 2018 – une augmentation du nombre de délibérations votées par l'Assemblée territoriale *(+ 47%)* et sa commission permanente *(+ 9,78%)*.

26 numéros du JOWF *(dont 2 numéros spéciaux)* ont été édités en 2019. Le nombre d'abonnés – qui connaît une légère augmentation par rapport à 2018 – est réparti de la façon suivante :

– 4 abonnés au JOWF « version papier » ;
– 126 abonnés au JOWF « version numérique ».

Le contentieux en 2019

51 contentieux au total dont:
- 15 clos en 2019 (9 gagnés par l'administration, 6 perdus pour un montant arrondi à 43500€)
- 36 en cours en 2020

LA SANTE

L'Agence de Santé regroupe deux hôpitaux (SIA à Wallis et KALEVELEVE à Futuna) et trois dispensaires situés dans les trois districts wallisiens de Mua, Hahake et Hihifo. Elle emploie environ 200 personnes.

Au cours de l'année 2019, une forte augmentation de l'activité est observée dans l'ensemble des services de consultation et d'hospitalisation de l'Agence de santé, à la fois à Wallis et à Futuna.
En parallèle, une légère inflexion des évacuations sanitaires est constatée.

	2017	2018	2019	%
Nombre de passage aux urgences	7443	7587	9626	+ 26,87 %
Nombre d'interventions en bloc opératoire	679	656	868	+ 32,32 %
Consultations dans les dispensaires	45 025	42 282	44 108	+ 4,32 %
Nombre d'EVASANS hors Territoire	685	810	794	- 1,97 %

Amélioration de l'efficience des évacuations sanitaires

Les EVASANS constituent le deuxième poste de dépenses de l'Agence et a fait l'objet en 2019 d'une attention particulière. Les dépenses d'EVASANS comprennent le coût des prestations de soins (consultations, examens divers, hospitalisation) et les frais de transport et d'accompagnement des patients entre Futuna et Wallis et vers l'extérieur du territoire. L'augmentation du recours à des missions de spécialistes : 36 en 2019, contre 29 en 2018 et 18 en 2017, contribue à l'amélioration de l'offre de santé et de la prise en charge des patients. Ces missions de spécialistes génèrent à la fois un infléchissement des évacuations sanitaires, mais sont également à l'origine de décisions de transferts de patients hors du territoire.

En 2019, il convient de noter la diminution des Evasans, avec 794 transferts en 2019, contre 810 en 2018 et notamment la diminution des Evasans médicalisées, 351 en 2019, contre 435 en 2018. Par ailleurs, conséquence directe de cette diminution, pour la première fois les résultats financiers de l'exercice 2019 s'équilibrent positivement.

Conseil territorial de la santé et de l'alimentation

Création par délibération de l'Assemblée Territoriale du 30 septembre 2019, d'un « Conseil territorial de la santé et de l'alimentation » pour lutter contre les maladies non transmissibles. Il a vocation à se réunir une fois par an.
Ce Conseil, co-présidé par le Préfet et le Président de l'Assemblée territoriale a pour mission de favoriser une mobilisation transversale des différentes autorités du territoire et de traiter les questions relatives à l'alimentation équilibrée, la lutte contre le tabac ou la consommation excessive d'alcool et la promotion de l'activité physique.

Prévention :

L'Agence de santé a engagé en septembre 2019, un virage stratégique en faveur du développement de la prévention et de la santé publique. La réponse à la situation sanitaire du territoire passe par le renforcement des actions de santé publique, coordonnées et engagées dans la durée. Un « Pôle de prévention et de santé publique » chargé de concevoir, piloter et évaluer une nouvelle politique de santé publique est en cours de constitution et un nouveau poste de médecin de santé publique a été créé, en novembre 2019.

Le programme de santé publique dont la préparation a été amorcée en 2019, priorise les actions suivantes : la santé nutritionnelle, la prévention du surpoids, de l'obésité, du diabète, de l'hypertension artérielle, le dépistage, l'éducation thérapeutique des patients, l'hygiène et la prévention bucco-dentaire, la prévention et la sensibilisation aux risques de cancer, la lutte contre les pathologies vectorielles, la prévention de la Dengue et la lutte contre la Leptospirose.

Télémédecine

Cette stratégie a conduit fin 2019 au lancement de 3 grands chantiers :

→ Un chantier de renouvellement des infrastructures numériques
- *Refonte des infrastructures informatiques et télécoms (voix sur IP)*
- *Création d'une salle blanche et d'un data center*

→ Un chantier d'acquisition et de déploiement d'équipements de télémédecine
→ Un chantier de remplacement du Dossier Patient Informatisé actuel par un DPI interopérable dans toutes ses composantes.

Dans la perspective du déploiement de la télémédecine et suite à des missions médicales sur site, des conventions de partenariat sont conclues avec le CHU de Rennes et le Centre de lutte contre le cancer, Eugène Marquis de Rennes.

L'EDUCATION

Les priorités de l'Education Nationale pour 2019 s'inscrivent comme suit :

-Le maintien d'un taux de diplomation élevé
-Le développement des connaissances des élèves dans les savoirs fondamentaux
-Le ré-équilibrage de l'orientation en faveur des classes de seconde générale.

Les structures scolaires

À Wallis-et-Futuna, l'enseignement primaire est entièrement concédé à la Mission catholique par convention. La gestion est assurée par la Direction de l'enseignement catholique (DEC) qui est une structure privée. Le contrôle pédagogique des maîtres du premier degré et des enseignements dispensés est assuré par le vice-rectorat.

L'enseignement secondaire est entièrement public. Les élèves du premier cycle sont scolarisés dans six collèges : quatre à Wallis, dont un avec une section d'enseignement professionnel, et deux à Futuna. Les élèves du second cycle sont accueillis dans deux lycées implantés à Wallis : un lycée d'enseignement général et technologique avec des sections d'enseignement professionnel, et un lycée agricole qui est ouvert depuis la rentrée scolaire 2011.

Les Chiffres clés

Effectifs : 2 935 (-251 élèves)
→ 1479 (-94) écoliers dans le 1er degré
→ 1456 (-157) dans le 2nd degré

Personnels : 508 personnels (+5)
→ 162 (-11) enseignants du 1er degré,160 (-3) enseignants du 2nd degré et 186 (+19) non enseignants

Structures : 21 écoles et établissements
→ 13 écoles (9 Wallis/4 Futuna),6 collèges et 2 lycées

Locaux : 183 bâtiments

Encadrement :
→ Ecoles : 17,6 élèves/classe, Collèges : 16,8 élèves/division, LEGT : 21 élèves/division

Réussite aux examens

Le taux de diplomation 2019 est exceptionnel avec 88,52% de réussite globale aux examens.

Ce taux se décompose comme suit :
- CFG = 97% réussite
- DNB Série Professionnelle = 100% réussite
- DNB Série générale = 92% réussite
- CAP = 100% réussite
- BEP = 82% réussite
- Bac Professionnel = 78% réussite
- Bac Technologique = 77% réussite
- Bac Général = 98% réussite

JEUNESSE, SPORT ET VIE ETUDIANTE

Les Aides

Les Bourses : **Cinq** commissions d'attribution des bourses et des aides spécifiques ont été réunies en 2019
En 2019, **80 bourses territoriales (+ 5 par rapport à 2018)** ont été accordées aux élèves et étudiants poursuivant leur scolarité hors du territoire (79 pour le 2nd degré et 1 pour le supérieur) soit un coût annuel de **19 238 857 fcfp**. Concernant les bourses d'État (CROUS) **200 demandes** ont été saisies dont 102 pour la Nouvelle Calédonie (rentrée février 2019), 95 pour la Métropole et 3 pour la Polynésie (rentrée septembre 2019).

Les aides spécifiques : **68 élèves et étudiants** ont bénéficié des différentes aides spécifiques accordées par le Territoire au titre de **l'année 2019.** Le coût de ces différentes aides s'élève à **20 954 000 fcfp**.
Il convient de noter la 1ère attribution en 2019, de l'aide aux étudiants préparant le diplôme « enseigner dans le 1er degré » à l'université de la Nouvelle Calédonie. **2 étudiants** ont bénéficié de ce dispositif pour un coût annuel de **1 680 000 fcfp**.

Les cantines

Wallis

Le service de restauration scolaire sur l'île de Wallis est confié dans le cadre d'un marché à l'entreprise « Class'croûte café » pour la cantine du lycée, et par convention à la DEC de Wallis et Futuna pour la cantine des internats de Lano et Sofala.

731 élèves ont bénéficié de la cantine scolaire à Wallis dont 545 élèves à la cantine du lycée et 186 à la cantine des internats de Lano et Sofala pour un coût annuel **de 120 917 676 fcfp**.

Futuna

La cantine légère de Sisi'a est gérée par l'association des parents d'élèves (APEL) de Sisi'a.

Par délibération n° 32/CP/2019 du 21 février 2019, la commission permanente autorise la prise en charge par le territoire des frais de restauration légère de la cantine de Sisia **pour l'année scolaire 2019**.

En 2019, **238 élèves** ont bénéficié de la cantine soit **25 992 repas** servis pour un coût de **9 097 200 fcfp**.

Les Transports

Transports scolaires terrestres à Wallis :

→ **En 2019**, **803 élèves** ont utilisé le transport scolaire (771 du second degré et 32 de l'école de Tepa) soit un taux de 58.2 % des effectifs inscrits aux établissements desservis (1380 élèves). Le coût s'élève à **67 295 329 fcfp**.

Transports scolaires terrestres à Futuna :
Pour l'année 2019, les conventions relatives au transport scolaire sur l'île de Futuna sont reconduites par délibération n° 33/CP/2019 du 21 février 2019.
→ **En 2019**, **506 élèves** ont bénéficié de ce service dont 214 collègiens et 292 élèves du primaire soit 70.6 % de l'effectif total des élèves inscrits dans les établissements scolaires desservis (717 élèves). Le coût annuel s'élève à **30 229 322 fcpf**.

Transport aériens :

→ **En 2019**, **1 723 billets** ont été pris en charge dont 1 589 billets pour la mobilité inter-îles des élèves futuniens scolarisés à Wallis et 139 billets pour le transport des élèves scolarisés en Nouvelle Calédonie, en Polynésie et en Métropole. Le coût total s'élève à **43 748 066 fcfp**.

→ Les titres de transport aérien des étudiants en partance vers la métropole ou les DOM TOM sont pris en charge par le MOM dans le cadre du dispositif « Passeport Mobilité Etudes » (PME) sur le programme 123. **En 2019**, **384 billets** ont été pris en charge pour un coût de **46 237 681 fcfp**.

AFFAIRES SOCIALES

Affaires Sociales

Les mesures en faveur de l'« emploi » :

Le nombre de **chantiers de développement** a été plus important en 2019 (+ 14,5%/ année 2018) du fait d'une augmentation de la demande liée à une densification du tissu associatif. Les besoins des villages sont de plus en plus formulés via des associations plutôt que portés par les villages eux-mêmes.

Destinée à favoriser l'embauche des jeunes demandeurs d'emploi **la prime à l'emploi** a permis de soutenir le recrutement de 32 jeunes en 2019 (contre 13 en 2018).

L'inspection du travail

210 demandes de renseignements : à l'occasion des Permanences hebdomadaires dédiée au droit au travail et en réponse aux sollicitations diverses (messagerie, téléphone) le service a géré cette année

1 conflit collectif long et à multiples facettes a éclaté début 2019 à la CPSWF qui a connu une année de changements importants au niveau de son conseil d'administration et de sa direction.

Première fois sur le territoire, le 20/11/2019 une **action conjointe Gendarmerie- contrôleur de la CPSWF- Inspecteur du travail** ayant pour cible le secteur de la vente et réparation automobile sur Wallis

Les actions de formation professionnelle

Hors mobilité et hors formation à distance, 270 personnes ont pu suivre une formation professionnelle en 2019 (+ 130% / 2018) leur permettant de monter en compétences ou de perfectionner leurs connaissances.

Un travail conjoint entre le Vice-rectorat, la CCIMA et le SITAS a permis de poser les bases de la mise en œuvre de **l'apprentissage** sur le territoire. Un arrêté de l'administrateur supérieur est venu compléter en juillet 2019 le corpus juridique nécessaire et un projet de CFA « hors les murs » est en cours de consolidation.

La e- formation s'est inscrite comme un dispositif innovant sur le Territoire. Découlant de la Stratégie du Numérique, financée par l'U.E, son lancement a nécessité l'atteinte de 3 objectifs en 2019 : l'élaboration d'un catalogue de formation ; la création d'une salle dédiée à l'e-formation ; un total de 30 personnes e-formées.

ACTIONS SOCIALES :

Le service a poursuivi et achevé en 2019 le travail de mise à jour des dossiers rendu nécessaire par la réforme des modalités d'attribution des allocations actée en septembre 2017.

Plusieurs vœux adoptés par l'AT en 2019 visent à obtenir une refonte du contrat social dans l'objectif d'une part, de revoir à la hausse les allocations actuellement servies, et d'autre part d'intégrer dans le contrat l'assistante humaine dont bénéficie les personnes handicapées, les personnes âgées dépendantes et les enfants en âge d'être scolarisés.

Cette position a été portée auprès de la DGOM lors d'une mission réalisée en octobre 2019.

Mesure	Nombre de dossiers / bénéficiaires
Prime à l'emploi	32 nouveaux dossiers en 2019.
Chantiers de développement	876 bénéficiaires (dont 719 adultes et 157 jeunes)
Passeport mobilité	62 stagiaires (22H/40 F)
Mobilité professionnelle	270 stagiaires (144H/126 F)
Formation professionnelle avec l'AFPA	17 stagiaires (5H/12F)
Service militaire adapté	5 recrutements
Formations à distance	30 stagiaires
Dispositif « Cadres pour WF »	9 stagiaires en cours de formation
APH et APAD	293 bénéficiaires en moyenne sur l'année (170 sur Wallis et 123 sur Futuna)
Aide forfaitaire « eau »	440 bénéficiaires en moyenne sur l'année
Public ayant bénéficié d'un accompagnement social	88 personnes sur Wallis ; 55 sur Futuna

Par ailleurs les travaux conduits dans le cadre de la conférence sociale permettent de disposer d'une première analyse de faisabilité sur les conditions de mise en place d'un guichet social unique.

Grenelle « lutte contre les violence faites aux femmes »

Les travaux du Grenelle "lutte contre les Violences conjugales", grande cause nationale, se sont achevés par une réunion conclusive le 25 novembre après-midi, sous la présidence de M. le Préfet, Administrateur supérieur, Thierry QUEFFELEC, en présence des autorités coutumières, des associations Osez-Lea Ki ALuga et UFFO et de représentants administratifs.

Un point a été fait à cette occasion sur les projets déposés dans le cadre du **"Fonds Catherine"**qui vise à soutenir des projets locaux en faveur de la lutte contre les violences conjugales.

COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DEVELOPPEMENT

COORDINATION STRATÉGIQUE

→ Stratégie Numérique

La mise en œuvre de la Stratégie numérique pour l'année 2019 a été marquée par l'attribution des marchés pour la commande des équipements nécessaires au déploiement de la fibre optique sur les deux îles, l'acquisition des équipements télémédecine, l'aménagement et l'équipement d'une salle de formation à distance ou encore la réalisation d'une seconde campagne d'information sur les risques d'internet menée en collaboration avec les élèves du 1er degré

→ Elaboration des stratégies sectorielles

La Mission Tourisme et le Service des affaires culturelles rédigent leur stratégie respective : la Stratégie du développement touristique 2020-2025 et la Stratégie de la culture et du patrimoine 2020-2030 qui doivent être votées en 2020.

PROGRAMMATION

→ Programmes Etat – Territoire

La Stratégie de convergence et de transformation 2019-2030 (SCT) et sa première déclinaison opérationnelle : le Contrat de convergence et de transformation 2019-2022 (CCT) signé le 8 juillet 2019 font l'objet d'un pilotage stratégique et politique (COPIL, COTECH) et technique. Le suivi régulier de la programmation et des crédits attribués au titre du CCT et du Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI) est effectué au travers d'un comité de suivi des projets d'investissement (CSPI) qui se réunit mensuellement.

Par ailleurs, dans la poursuite de l'accord cadre conclu fin 2018 avec la Banque des Territoires (BDT), une convention pluriannuelle de partenariat a été conclue entre le Territoire et la BDT pour la période 2020-2022.

→ Programmes UE

Suite à la clôture du projet INTEGRE en début 2018, une mission de terrain à Wallis et Futuna pour l'évaluation de ce programme a été réalisée du 10 au 15 juin 2019.

La mise en œuvre du 11ème FED régional, dénommé PROTEGE s'est poursuivie avec le recrutement du coordonateur territorial PROTEGE de Wallis et Futuna ainsi que des animateurs et la tenue du 1er comité de pilotage régional en juillet, du 1er comité de coordination territoriale de WF en septembre et du 1er atelier régional PROTEGE sur la pêche à Wallis.

ZOOM COOPÉRATION REGIONALE

Le SCOPPD réalise le suivi de l'Accord particulier entre l'État, la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna, et le suivi des programmes de l'État en faveur de la coopération régionale, tels que le Fonds Pacifique, animé par le Secrétariat permanent du Fonds Pacifique (Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères), et le Fonds de Coopération Régional (FCR).

Le SCOPPD effectue également le suivi des dossiers relevant d'accords régionaux et internationaux, des conventions, partenariats et adhésions à des organismes régionaux, en lien avec l'Assemblée territoriale

En février 2019, nous avons signé la convention de partenariat avec la PF et en mars une déclaration d'intention avec le Vanuatu

ZOOM STRATÉGIE DE CONVERGENCE (SCT) :

Entre juillet 2018 et juin 2019, la SCT a été élaborée sur la base des objectifs de la SDD 2030, des priorités et thématiques abordées lors des travaux des Assises des outre-mer, des Objectifs de Développement Durable (ODD) et de la Trajectoire Outre-mer 5.0.

La SCT a été adoptée par l'Assemblée territoriale à l'occasion de la session administrative le 20 juin 2019 et le contrat de convergence et de transformation signé le 8 juillet 2019.

ECONOMIE ET DÉVELOPPEMENT

Mise en œuvre des politiques de l'Etat

Aide à la continuité territoriale

Nombre de bénéficiaires : 426 (+30,28% par rapport à 2018) pour une ***enveloppe budgétaire*** de 280 000€ (réalisé 227 020€)

Mise en œuvre des politiques du Territoire

Code territorial des investissements (CTI) : bilan 2019

BP 2019 voté (Territoire) : 20 000 000 FCFP
BS 2019 voté (Territoire) : 25 000 000 FCFP
Budget total 2019 : 45 000 000 FCFP

Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR)

→ 57 produits ont été retenus pour le Bouclier Qualité Prix (BQP) 2019 (+1 par rapport à 2018)
→ 5 catégories : les produits alimentaires, les produits d'hygiène corporelle, les produits d'entretien ménager, les produits non alimentaires et les matériaux de construction.

L'accord a été signé le 27 Février 2019.

80 % des commerces alimentaires affiliés au principal importateur et grossiste General Import appliquent les prix du BQP.
Le prix global maximum autorisé de cette liste, entendu toutes taxes comprises, est fixé à 43 205 francs CFP (362,02 €)

Pour l'année 2019, une seule commission d'agrément du CTI avec auditions des porteurs a eu lieu le 14 septembre.

- Nombre de dossiers agréés en 2019 : 28 (16 en 2018)
- Nombre de projets réalisés : 4
- Nombre de projets en cours de réalisation : 24
- Nombre de projets non encore réalisés : 0
- Montant total des subventions accordées : 41 282 658 FCFP (345 949 €)

Suivi des prix

Indice des prix à la consommation (changement de base en 2008 et adoption de la nouvelle nomenclature): L'IPC est publié tous les 3 mois. Les loyers sont également inclus. Cet outil sert de base de réflexion dans les négociations sur les salaires (Smig.), la revalorisation des points de retraite, les loyers d'habitations…
Tendance au 4ème trim 2018 :Variation annuelle de + 0,4 %

Indice et index du bâtiment : Il existe depuis le mois de février 2009 (base 100) et est publié tous les 2 mois. Cet outil peut être utilisé dans les marchés publics.
Tendance décembre 2018 :Variation annuelle de + 2,2% par rapport à dec 2018

Démographie

Recensement Général de la Population (2018) :
L'année 2019 a surtout marqué par la publication des principaux résultats sous la forme d'un document de 4 pages. Ce document est consultable en ligne sur le site du service. https://www.statistique.wf/

Etude sur les budgets des ménages. La dernière étude a été réalisée en 2005-2006. La prochaine étude est prévue pour l'année 2021.

Économie

Commerce extérieur : Un projet d'installation d'une plateforme d'intégration des données statistiques est en cours d'étude. Cette plateforme vise la mise en place d'un système d'information économique reliant les différents services producteurs et utilisateurs de ces informations.

Enquête passagers. Une révision du formulaire est en cours. Cette révision permettra de mieux prendre en compte les attentes des professionnels du tourisme et des autorités décisionnaires.

APPUI AU SECTEUR PRIMAIRE

Secteur agricole

Agriculture

Afin de tendre vers une autonomie alimentaire, plusieurs projets ont été accompagnés par les services de la direction de l'Agriculture : projets de transformation du fruit à pain, du taro et du kape ; la modernisation d'une exploitation maraîchère à travers la mise en place de tunnel hydroponique ; la maîtrise de la multiplication variétale et la culture in vitro de taro.

Sur Futuna un appui a été apporté au développement de deux activités maraîchères existantes, ainsi qu'au groupement « Mains vertes de Futuna » et à des activités pédagogiques dans les établissements.

Une enquête menée dans les magasins d'alimentation générale et épiceries a permis d'estimer les quantités de produits locaux (alimentaires et artisanaux) intégrées sur le marché monétarisé et formel. Cette enquête a permis de quantifier la part commercialisée par l'agriculture familiale.

Afin d'étudier les opportunités de développement de l'agriculture biologique sur le territoire, un état des lieux a été réalisé sur les intrants agricoles et les produits phytosanitaires disponibles et commercialisés ainsi que sur les usages qui en sont faits.

Pour améliorer la qualité des produits agricoles, un programme de lutte contre les mouches des fruits a été lancé et a débuté en mars 2019 avec 167 pièges posés pour 55 662 mouches des fruits collectées.

Elevage

Un atelier de transformation et de nettoyage de porcelets a été financé, ainsi qu'une porcherie spécialisée en système naisseur.

La problématique de la pollution des abords côtiers et des tarodières a fait l'objet d'une étude d'impact et par la suite, de réunions de travail avec le chef de village. En effet, les eaux de baignade subissent une pollution importante en partie à cause des effluents d'élevage porcin. Pour y remédier, sept élevages ont été déplacés du village de Vaitupu.

A Futuna, un appui a été apporté à 5 ateliers d'élevages de volailles et à une miellerie. Un recensement des élevages a été engagé en fin 2019 et se poursuivra jusqu'en mars 2020 avec un projet de valorisation des effluents.

Afin de pouvoir exporter le miel en Union Européenne, le Bureau d'inspection vétérinaire (BIVAP) met en place un plan de surveillance de résidus dans le miel.

Forêt/arboriculture

En 2019, **6,5 ha de feuillus ont été plantés et entretenus ; 120 m³ de résineux ont été marqués et mesurés.**

Accompagnement :

→ En collaboration avec l'association Arbofruits (NC), appui aux arboriculteurs dans la conduite de leur verger (tailles et élagages, fertilisation, traitement, etc).

→ accompagnement des porteurs de projets pour l'entretien et la réhabilitation de leur cocoteraies.

Des relevés de terrain ont permis la réalisation de **cartographies des parcelles** afin de visualiser celles susceptibles d'être reboisées. Trois agents à Futuna ont été formés au SIG.

A Futuna, une récolte de plants forestiers et de plantes à parfum a été effectuée et mise en pépinière par l'antenne pour préparer des opérations de plantation avec les villages en 2020.

Secteur pêche

Soutien aux acteurs locaux

Dix conventions d'une valeur de 14 millions de XPF ont été attribuées pour soutenir des projets de pêche côtière sur Wallis et Futuna. Une aide au carburant de 5 millions de XPF (correspondant à 60% du prix à la pompe) a été versée aux pêcheurs professionnels.

Pêche hauturière et suivi des ressources marines

Une étude a été commandée à la CPS sur le potentiel de la pêche hauturière dans la zone économique ainsi qu'une évaluation régionale des activités illégales dans celle-ci. Afin de mettre en place un observatoire des pêches chargé de l'évaluation et du suivi des ressources marines, la normalisation de la base de données de pêche commerciale se poursuit et le questionnaire "pêche" de l'enquête de budget des ménages a été construit.

Renforcement des compétences

Formation initiale

Le lycée professionnel agricole (LPA) a accueilli en 2019 plus de **70 élèves en formation initiale** (soit 13% des lycéens du territoire) de la classe de seconde jusqu'à la terminale. Le taux de réussite au baccalauréat est de 70%.

Formation continue

Encore inexistante sur le territoire, une formation continue en agroécologie/agriculture biologique a été proposée en 2019, à destination de plus de 35 agriculteurs et éleveurs et à travers 5 semaines de formation, en liant un partenariat avec le CFPPA du Mont dore de la Nouvelle Calédonie.

Renforcement des connaissances et mise en réseaux

Agroécologie /Agroforesterie

Un atelier sur le cocotier a été organisé à Tahiti afin d'identifier des actions communes aux territoires de Nouvelle Calédonie, Polynésie et Wallis et Futuna. Faisant suite à ça, une mission d'un expert du cocotier (M. Roland Bourdeix) a été réalisée sur Wallis et sur Futuna. Cette mission a permis de réaliser un état des lieux de la cocoteraie, avec plus d'une trentaine de variétés répertoriées, et permettra la mise en place un plan d'action sur la filière cocotier.

Une expertise réalisée par la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique pour la mise en place de l'agriculture biologique a été effectuée.

Pêche / Aquaculture

Afin de favoriser la mise en réseau des acteurs au niveau local et régional, trois réunions de pêcheurs à Wallis et à Futuna ont eu lieu et un atelier sur la pêche et l'aquaculture à Wallis dans le cadre du projet PROTEGE. Cet atelier et la synthèse des expériences passées ont permis de mettre en œuvre un plan de gestion des pêches et de rédiger le cahier des charges d'assistance technique pour le plan de gestion participative.

Alimentation,

Afin de lutter contre les maladies non transmissibles, l'Assemblée territoriale a voté la mise en place d'une stratégie sur l'alimentation saine. **Le conseil de la santé et de l'alimentation** est en charge de suivre la stratégie et de coordonner les actions des différents services du territoire.

-> des enquêtes ont été menées auprès de la restauration collective et commerciale afin d'évaluer les besoins en produits frais et leurs contraintes d'approvisionnement en produits locaux.

Des actions en faveur d'une alimentation saine à base de produits frais et locaux ont été réalisées, parmi elles :

- ***Une journée de l'alimentation*** sur Wallis et sur Futuna qui a regroupé divers professionnels, associations et établissements scolaires autour de cette thématique.

- La préparation avec la Direction de l'enseignement catholique d'un ***projet de mise en place de jardins-école*** avec pour objectifs de rendre conscient des bienfaits des produits locaux. Basée sur un travail de vulgarisation et de sensibilisation, ce projet prévoit la mise en place de potagers sur 13 établissements scolaires.

Le BIVAP a mené en 2018 une campagne de stérilisation gratuite (sur financement du territoire) de grande envergure sur Wallis (6 semaines) et Futuna (4 semaines).

Au total pour 2018, 161 stérilisations gratuites ou payantes de chiens et chats mâles et femelles ont été réalisées.

Hygiène alimentaire

35 inspections *ont été réalisées dans les grandes et moyennes surfaces, petits commerces, restaurations commerciales ou collectives. Le BIVAP a suivi 4 gestions d'alertes de produits de métropole contaminés par Listeria ou salmonelle qui ont fait l'objet d'un rappel de lot en métropole.*

14 bateaux et 142 avions ont été contrôlés au port et à l'aéroport avec 30 saisies prononcées. 38 dossiers d'importation d'animaux ont été réalisés et 6 saisies sur des contrôles au niveau du SPT.

ENVIRONNEMENT

Eau et biodiversité

La qualité de l'eau

Le suivi de la qualité de l'eau a été effectué sur un total de 169 échantillons sur l'ensemble de l'année 2019. Sur l'île de Wallis, on constate que la totalité des échantillons d'eau brute, 87 % des échantillons d'eau de production et 97.5 % des échantillons d'eau de distribution sont conformes aux normes, résultats équivalents à ceux de 2018. Les travaux visant à protéger le forage de Mua des eaux de ruissellement superficielles ont été réalisés mais un problème foncier a limité partiellement l'efficacité de ces travaux. A Futuna, l'eau reste toujours non potable sauf pour l'Hôpital et la gendarmerie qui sont équipés de leur propre station d'électro-chloration.
La qualité du suivi de la ressource en eau a été évaluée conforme à la norme ISO9001 en juin 2019 et permet de garantir au territoire et à ses clients professionnels un service de qualité.

Études et surveillance du milieu marin

L'état de santé des récifs coralliens et des milieux associés est relativement stable par rapport à 2018. Dans le cadre d'une amélioration du suivi de ces milieux, l'observatoire des récifs coralliens mis en place en 1999 a été renforcé en 2019 avec la mise en place 12 stations d'observations supplémentaires (8 à Wallis, 2 à Futuna et 2 à Alofi). En ce qui concerne les eaux marines littorales, les analyses réalisées à Wallis montrent généralement une dégradation sur les premiers quinzaines de mètres, donc non conforme à la norme sanitaire.

S'agissant des actions de protection de la biodiversité, l'étude portant sur la définition d'un plan d'action opérationnel de gestion des rats dans les îlots de Wallis a été réalisée fin 2019. Sur Futuna, l'opération de prévention contre l'introduction du rat noir sur l'île d'Alofi se poursuit et semble efficace, aucun rat noir n'a été décelé en 2019.

Dans le cadre du **programme PROTEGE**, deux animateurs en charge respectivement du volet « Lutte contre les Espèces-Exotiques-Envahissantes » et du volet « EAU » ont été recrutés fin 2019 au sein du STE pour la mise en œuvre des opérations.

Enfin, en ce qui concerne la lutte anti-vectorielle, notamment la lutte contre la Dengue, les opérations préventives (démoustication, campagnes de ramassage d'encombrants) semblent porter leurs fruits puisqu'on dénombre seulement 30 cas de dengue en 2019 contre 251 en 2018.

La programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)

Sur la base d'une expertise réalisée par l'ADEME, une étude sur le potentiel local de valorisation énergétique de la biomasse, comprenant un volet assistance à maîtrise d'œuvre, a été attribuée.

En parallèle, ont été actées par l'Assemblée territoriale des mesures réglementaires pour réduire la consommation énergétique : interdiction des ampoules à filaments et réduction des taxes d'importations sur les ampoules économes en énergie.

ÉNERGIE
97,5 % : production thermique Wallis et Futuna
0,8 % : production énergie solaire Wallis
1,67 % : production hydroélectrique Futuna
186000 € pour étude AMO valorisation biomasse

Adaptation au changement climatique

Faisant suite au programme de protection des zones côtières habitées mis en œuvre depuis 2015, des travaux supplémentaires d'enrochement et de remblai ont été engagés en 2019 sur les villages de Mata'utu, de Falaleu et de Vaitupu. Des travaux d'enrochements non prévus initialement ont été réalisés sur le site du centre nautique à Halalo. Sur Futuna, après le site d'Anakele en 2018, le site de Vaipalapu a bénéficié d'un enrochement, cependant le manque d'agrégats reste toujours problématique.

Gestion des Déchets

A Wallis, près de 11 000 m³ d'ordures ménagères (OM) ont ainsi été traités au CET dont 59% proviennent des apports volontaires des particuliers. **A Futuna,** le volume d'OM atteint 2000 m³.

En 2019, près de 1200 m³ de déchets verts ont été déposés au CET, dont 40 m³ ont été broyées pour le secteur primaire (projets GIJ et professionnels) ; un potentiel toujours peu exploité.

Pour les déchets dangereux, les quantités collectées en 2019 restent stables, sauf pour les déchets de soins qui ont augmenté de 27 % par rapport à 2018.

DÉCHETS

13 000 m³ d'ordures ménagères collectés soit 33 m³/j
7,8 M de F XPF de consignes reversées « écotaxe »
24 tonnes de canettes aluminium compactées
23 tonnes de bouteilles en plastique compactés
1 200 m³ de déchets verts valorisables
77 000 L d'huiles usagées conditionnées (2018-2019)
68 tonnes de batteries usagées palettisées (2018-2019)
50000 euros pour le renforcement des CETs

Le bilan de **l'écotaxe** évolue positivement avec plus de 7,8 M XPF de consignes reversées aux collecteurs en 2019 contre 6,7 M XPF en 2018. Le gisement total sur le territoire compte près de 24 tonnes d'aluminium et plus de 23 tonnes de plastique compactées et valorisables, dont l'exportation est programmée courant 2020.

L'acquisition récente de la pelle polyvalente pour le CET de Wallis facilite la gestion des casiers d'enfouissement. Des travaux de réfection des accès et de réaménagements du site ont été également réalisés sur les deux CET du territoire.

SENSIBILISATION ET EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT

Une dizaine d'opérations de sensibilisation ont été réalisées dans les écoles et les centres aérés. Par ailleurs, des réunions d'information des autorités coutumières pour relayer et impliquer les villageois dans les opérations de ramassage des encombrants menées par le service conjointement avec la circonscription, l'agence de santé, et le service des travaux publics.

Fin 2019, une formation sur la communication a été dispensée pour les acteurs mobilisés dans l'éducation à l'Environnement (Enseignants, Associations, Animateurs de centres aérées....)

Des réunions de concertation ont permis des avancées dans la collecte et le traitement des déchets

LES TRAVAUX PUBLICS

Missions de travaux routiers et réseau d'assainissement

A Wallis,

Electrification Moyenne et basse tension RT38
Vailepo – 1ère tranche 500 ml :Déploiement du réseau électrique sur le secteur de la RT38 à Vailepo
Durée des travaux : 2 mois réceptionné
Coût de l'opération : 12 899 000 xpf sur BT

Rénovation réseau routier territorial :
Réhabilitation de 2 kms de routes territoriales à Wallis RT1 Lotoalahi, RT32 Akaaka, RT5 Mata'utu, RT13 Falaleu.
Coût de l'opération : 22 000 000 F financé sur BT et Contrat de convergence

Revêtement des routes de village :
Revêtement bitumé de 3390 mètres de routes de village à Wallis (Ahoa, Vaitupu, Lotoalahi,Liku, Malae, Mata'Utu, Falaleu Lac Kikila, Tufuone)
Coût de l'opération : 33 500 000 F financé sur le BT.

Assainissement pluvial RT3 Mata'Utu
Lancement des études et de la consultation pour la construction d'un assainissement pluvial RT3 Mata'Utu
Coût de l'opération : 11 000 000 F sur le Contrat de convergence

A Futuna,

Travaux de drainage des eaux de pluies *dans le village de Leava entre le stade et la plage pour tenter de réduire les inondations lors des intempéries*

Poursuite de la ***pose de panneaux signalétiques*** *sur les deux royaumes*

60 m de tronçons routiers *refaits en béton au dessus de Vainifao*

Remise en état des pistes d'accès aux captages et/ou relais *à savoir sisia, mamati, utulimu, apipi*

A Wallis,

Audit du contrat d'affermage EAU
Réalisation d'un audit dans le but de disposer d'éléments pour renouveler la Délégation de service public, financé sur le BT

Renforcement du réseau potable à Alele – Loka Wallis
Lancement des études et de la consultation pour la construction d'un assainissement pluvial RT3 Mata'Utu, Coût de l'opération : 5 350 000 F sur le BT

Extension et amélioration des réseaux de distribution d'eau potable
Travaux d'extension du réseau réalisé sur les secteurs de Malae (400ml), Falaleu (500ml), Utufua (400 ml), route du Golf- RT4 (500 ml) Coût des opérations : 18 000 000 F sur le BT

Audit du contrat de concession d'Electricité
Réalisation d'un audit dans le but de renouveler la Délégation de service public, financé sur le BT.

Enfouissement du réseau électrique (projet EVAN) :
Finalisation et réception des13 kms d'enfouissement de réseau électrique Moyenne tension à Wallis - Durée des travaux : 20 mois réception prévue en juin 2019
Coût de l'opération : 190 880 000 F sur le FED

Mission adduction d'eau et electrification

A Futuna,

Installation d'un réservoir d'eau de 300m3 à Sisia

Création du réseau d'eau *sur les plateaux d'Aletafa, Asoa, Sacré cœur, Mamati et Siku*

Création/déplacement du réseau à Tavai
avant la réalisation du réseau routier

Installation de 4 hydrants ou bornes à incendie :
leava, collège de sisia, aérodrome de vele, hôpital de kaleveleve

Focus sur le Wharf de Leava

En 2019, à l'issue d'une période non compressible, d'études, d'information auprès de la population et d'appel d'offres travaux, le soumissionnaire Eiffage a procédé au démarrage de l'installation de chantier, action majeure dans le cadre de la concrétisation des dits travaux dans les délais impartis.

Projets de Villages

Village de Vaitupu

Prestations : Etudes

Aménagement de Vaitupu

Nouveau fale fono : coût prévisionnel et provisoire des travaux : 107 139 450 F.CFP
Avancement : en APS

Aménagement de la route du bord de mer :

Coût prévisionnel et provisoire des travaux en partie régie TP : 11 000 000 F.CFP
Avancement : en APS

Village de Halalo

Prestations : Etudes

Aménagement de la source de Vaimaga

Coût des travaux : 15 000 000 FCFP
Avancement : en APS

Projets d'aménagement

APAOGO

Aménagement d'un bâtiment de bureaux
Coût des travaux : 13 405 535 FCFP
Avancement : en phase de réception

Construction du nouveau bâtiment du BIVAP
Coût prévisionnel et provisoire des travaux : 16 000 000 FCFP
Avancement : en phase études

Construction de l'extension du labo de plantes
Coût prévisionnel et provisoire des travaux : 6 000 000 FCFP
Avancement : en phase études

Construction du Fale du personnel
Coût prévisionnel et provisoire des travaux : 13 394 865 FCFP
Avancement : en phase études

TPI

Travaux urgents dans le TPI
Coût des travaux : 8 997 700 FCFP
Avancement : en phase de réalisation

Travaux d'extension et de rénovation du bâtiment du TPI
Coût prévisionnel des travaux : 25 625 500 FCFP
Avancement : en phase d'attribution

Futuna

Académie des langues

Construction du bâtiment
Coût des travaux : 18 909 290 FCFP
Avancement : Réalisation en attente de terrain de foncier

Assemblée Territoriale

Construction du nouveau bâtiment de bureaux de l'AT à Futuna
Coût prévisionnel et provisoire des travaux : 60 000 000 FCFP
Avancement : en phase APS

Extension et réfection du bâtiment de l'annexe à Futuna

Cout des travaux : 34 150 000 FCFP
Avancement en phase APD

Aérodrome de Vele

Agrandissement et rénovation de l'aérogare de Vele
Coût des travaux : 91 418 600 FCFP
Avancement : en phase de réalisation

CCIMA

Construction du nouveau bâtiment de bureaux à Leava, Futuna.
Coût prévisionnel et provisoire des travaux : 17 900 000 FCFP
Avancement : en phase études

- **Construction du Falé des Entreprise**
  Coût prévisionnel : 286 400 000 FCFP
  Avancement : en phase études

- **Construction du nouveau bâtiment des archives à Wallis**
  Coût prévisionnel et provisoire des travaux : 400 000 000 FCFP
  Avancement : en phase études

- **Construction du nouveau bâtiment de bureaux de l'AT à Wallis**
  Coût prévisionnel et provisoire des travaux : 358 000 000 FCFP
  Avancement : en phase APS

- **Aménagement de la Place Sagato Soane**
  Phase 1 : coût des travaux : 47 490 000 FCFP
  Avancement : en phase de réalisation

Phase 2 : coût prévisionnel et provisoire des travaux : 51 040 000 FCFP
Avancement : en phase APS
Phase 3 : coût prévisionnel et provisoire des travaux : 19 001 742 FCFP
Avancement : en phase APS

- **Aménagement du parcours de santé à Hahake**
  Phase 1 : coût des travaux : 33 033 330 FCFP
  Avancement : en phase de réalisation

- **Rénovation du centre pénitentiaire**
  Coût des travaux : 8 192 563 FCFP
  Avancement : Réceptionné

Délivrance des permis

Permis délivrés en 2019	Permis A	Permis B	Permis EB
	10 *(- 19 par rapport à 2018)*	303 *(-150 par rapport à 2018)*	31

Affaires maritimes, ports, phares et balises : A retenir en 2019

1) Port de Mata Utu : réhabilitation du portail d'entrée, antirouille sur la clôture, point à temps de la plate-forme en béton, nettoyage de la rampe de mise à l'eau
2) Réhabilitation du platelage du port de Leava Futuna
3) Réhabilitation de la barge pour les opérations POLMAR et SAUVETAGE
4) Travaux de balisage maritime

CULTURE ET PATRIMOINE

Conservation du patrimoine

→ **En 2019**, **à Wallis,** la collecte du patrimoine oral était concentrée dans le district nord pour poursuivre les enquêtes de terrain sur le thème de la médecine traditionnelle. On recense **9 enquêtes** effectuées qui se rajoutent aux 22 enquêtes réalisées dans le district centre en 2018 sur le thème de la médecine traditionnelle.

→ **À Futuna,** la collectrice du patrimoine oral a effectué **26 enquêtes**, soit 15 sur le patrimoine oral et 11 interventions lors des cérémonies religieuses et culturelles.

2 projets auront marqué 2019 :

- **une exposition pour valoriser notre patrimoine** : le travail s'est concentré sur la collecte des données nécessaires pour mener à bien ce projet. L'exposition a connu un réel succès auprès de la population de Futuna grâce au travail de collaboration entre les agents de l'antenne du STAC, de l'association socio-culturelle et des jeunes.

- Au mois de décembre, **un projet inter-services de randonnée pédestre** a été imaginé et mis en place pour valoriser les sites culturels et historiques de Futuna.

Généalogie

En 2019, **477 demandes de recherches** ont été reçues au service à Wallis, dont 433 ont été traitées et 44 demandes en attente.
Parallèlement, une enquête a débuté au début du deuxième trimestre pour mettre à jour les renseignements sur la toponymie. L'enquête a commencé dans le district nord et on note 400 logements comptabilisés sur les 533 recensés par le service des statistiques.

A Futuna, une engagée civique a été recrutée pour la collecte de généalogie. Le travail de collecte a été réalisé sur la toponymie des maisons dans chaque village après un mois d'observation et de formation.

Les visites de sites

En 2019, le service a été sollicité pour effectuer près d'une cinquantaine de visites soit, au total, 395 visiteurs.

Le Service des Affaires Culturelles contribue également au développement artistique et culturel en dispensant des formations, aux missions d'archives et de mémoire, ainsi qu'à la mise en place et au suivi de missions archéologiques

LES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

1 – Abonnés au téléphone fixe: *(en baisse)*

	2017	2018	2019
Téléphone : nb de lignes actives	2845	2731	2660

2 – Abonnés au réseau mobile Manuia :*(en hausse)*

	2017	2018	2019
Manuia : nb de lignes actives	5445	6876	8194

3 – Abonnés Loin@ ADSL : *(en hausse)*

	2017	2018	2019
Loin@ ADSL : nb de lignes actives	1232	1325	1392
Loin@ WIFI : nb de lignes actives	97	106	142

LA POSTE

Secteur d'excellence du service, la **philatélie** demeure une excellente vitrine promotionnelle du territoire et de sa culture à l'extérieur. Les timbres et enveloppes 1er jour de WF ont toujours beaucoup de succès auprès des philatélistes et des collectionneurs du monde entier.

Le SPT assure une mission universelle d'échange du **courrier postal** avec les autres administrations postales du monde mais particulièrement avec la Poste Française et les Offices des Postes et Télécommunications de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie Française. Cette mission concerne le transport, le traitement et la distribution des produits postaux tels que les lettres, cartes, autres objets (LC/AO) et les colis postaux (CP) et les chronoposts (courrier rapide).

POIDS DU COURRIER FLUX « ARRIVÉE » à WF (en KG)

	CHRONO	CP + CHRONO	LC-AO + CP + CHRONO
2017	9 139	42 303	48 858
2018	9 803	43 277	50 969
2019	9 591	44 967	50 146

COURRIER FLUX « DEPART » de WF (en KG)

	France	NOUVELLE CALEDONIE	POLYNESIE FR	FUTUNA	TOTAL
2017	4 825	3 401	178	7 716	16 120
2018	2 953	3 158	370	5 652	12 133
2019	7 541	2 388	182	8 871	18 982

POIDS TOTAL DU COURRIER TRAITES PAR LE SPT WALLIS (LC-A.O, C.P)

ANNEES	France	NOUVELLE CALEDONIE	POLYNESIE FR	FUTUNA	TOTAL
2017	24 098	22 264	9 962	8 655	64 979
2018	23 355	22 295	11 239	7 606	64 495
2019	30 626	19 485	9 954	9 961	70 026

LE TRANSPORT AERIEN

La desserte aérienne internationale de Wallis et Futuna est assurée par la compagnie Air Calédonie International (ACI). La stratégie de la compagnie Aircalin qui vise à opérer trois rotations par semaine en haute saison et deux rotations en basse saison permet à nouveau d'afficher un meilleur taux de remplissage (79,72 % en 2018, contre 76.15 % en 2017).
La desserte aérienne inter-îles est assurée à raison de 10 rotations par semaine aux moyens de deux DHC6 TwinOtter. Aircalin exploite ces aéronefs dans le cadre d'une convention de services aériens inter-îles liant la compagnie et le Territoire.
Un trafic complémentaire entre Wallis et Futuna peut être mis en place pour assurer le transport des lycéens (un seul lycée sur le territoire, situé à Wallis) ou pour répondre à toute demande du Territoire. A ces vols programmés s'ajoutent de façon ponctuelle vols militaires et évacuations sanitaires.

Trafic international

Au cours de l'année 2019, 32 204 passagers ont effectué un vol international à destination ou au départ de Wallis (+13 354 pax pour les vols domestiques), soit une augmentation de 3,8% par rapport à 2018, le nombre de mouvements augmente légèrement avec 284 vols en 2019. La stratégie de la compagnie Aircalin qui vise à opérer trois rotations par semaine en haute saison et deux rotations en basse saison permet à nouveau d'afficher un meilleur taux de remplissage (79,87 % en 2019, contre 79,72 % en 2018).

Le transport de marchandises par fret aérien est en baisse de 2,4 % par rapport à 2018 avec 129,2 tonnes. Le fret postal augmente de 3,5% et s'établit à 56,5 tonnes.

Avec **45558** passagers enregistrés sur les lignes internationales et domestiques passant par l'aéroport de Wallis-Hihifo, le trafic aérien global augmente de 0,9 % en 2019 par rapport à 2018.

En revanche, le transport de marchandises par fret aérien (161.39T) augmente de 0,4 % tandis que le fret postal (64,88T) augmente de 4 %.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Variation 2019/2018
Mouvements d'avions	280	278	280	280	276	284	+2,9%
Passagers	25 505	28 846	30 936	30 467	31032	32204	+3,8%
Arrivées	12 488	14 287	15 480	15 076	15525	15709	+1,2%
Départs	13 017	14 559	15 456	15 391	15507	16261	+4,9%
Fret (tonnes)	113,3	131,3	125,4	136,5	132,4	129.2	-2,4%
Fret postal (tonnes)	57,2	54,9	55,45	57,8	54,6	56,5	+3,5%
Taux de remplissage	62,4%	71,1%	75,7%	76,15%	79,72	79,87	+0,15 pt

Trafic domestique

En 2019, 1414 mouvements d'avions sont dénombrés entre Wallis et Futuna, en augmentation de 2,3 % par rapport à 2018. Le nombre de passagers sur cette liaison s'élève à 13364 (-2,1 %).

Le fret domestique aérien s'élève à 32,19 tonnes de marchandises en 2019, en augmentation de 13,7 % sur un an. Le fret postal progresse de 7,9 % pour s'établir à 8,38 tonnes en 2019.

Exploitation de l'aéroport de Wallis-Hihifo

En 2019, le SEAC WF a réalisé, dans le cadre de l'exploitation aéroportuaire, les principales opérations suivantes :
→ Entretien et grosses réparations de l'aérogare, rénovation carrelage hall public, réaménagement sortie passager, réaménagement bar, rénovation des peintures embarquement et sortie, rénovation bureau GTA (100 K€) ;
→ Agrandissement et réaménagement du parking auto / fourniture et pose d'un portail / éclairages solaires : (100K€)
→ Travaux de conservation hangars avion (300 k€)
→ Travaux de construction nouveau bâtiment pour Météo France (250 k€)
→ Fourniture station essence container 20 pieds : 80 k€
→ Fourniture d'un tracteur équipé : 80 k€
→ Commande d'un véhicule incendie VIM 90 qui sera livré en 2021 (620 K€)

Sûreté

Le processus de mise aux normes sûreté de l'aéroport de Wallis-Hihifo initié en 2014 s'est poursuivi avec:
→ la réfection de la clôture périphérique (220K€),
→ le remplacement des matériels de sûreté et le réaménagement des travaux amélioration du poste d'inspection filtrage (150 K€)

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Crimes et délits

Atteintes aux biens « AAB »					
Année	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Évolution**
Faits constatés	53	66	43	43	0
Faits élucidés	25	42	20	19	- 1 fait
Cambriolages					
Année	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Évolution**
Faits constatés	13	21	14	4	- 10 faits
Atteintes volontaires à l'intégrité physique « AVIP »					
Année	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Évolution**
Faits constatés	37	38	51	45	- 6 faits
Faits élucidés	37	30	48	39	- 9 faits

Atteintes aux biens : cet agrégat reste stable avec un nombre de faits constatés identiques. Son taux de résolution reste également stable avec un seul fait de moins. Le nombre de cambriolages a fortement baissé, passant de 14 à 4 en 2019. Aucun vol avec violence n'a été recensé en 2019.

Atteintes volontaires à l'intégrité physique: après un pic en 2018, cet agrégat connaît un net recul. Aucune violence crapuleuse n'a été enregistrée. La majeure partie des faits se situe dans la sphère familiale ou dans le voisinage.

Aux 111 crimes et délits constatés sur le territoire des îles de Wallis et Futuna en 2019, il faut ajouter 25 contraventions pénales relatives à des infractions à la réglementation du travail sur le territoire, qui ont été constatées en fin d'année 2019, suite aux premières opérations de contrôles en matière de travail illégal effectuées à Wallis.

Délinquance générale

Année	2015	2016	2017	2018	2019	Évolution 2018/2019
Faits constatés	169	128	149	135	111	- 24 faits
Faits élucidés	122	90	111	99	74	- 25 faits
Taux d'élucidation	72.1 %	70.3 %	74.4 %	73.3 %	66.6 %	

En 2019, la délinquance constatée sur les îles de Wallis et Futuna a baissé de 18 %, avec une baisse de 24 faits, relativement significative. Le taux de criminalité pour 1000 habitants est de 10,8, ce qui est le taux le plus faible comparé aux autres territoires d'outre-mer et de métropole.
L'île de Futuna ne comptabilise que 16 % du volume global des faits constatés.

Sécurité routière

Accidentologie

Année	Accidents			Véhicules impliqués			Piéton	Tués	Blessés	Causes				
	Wallis	Futuna	Total	VL	2 roues	Autres				vitesse	alcool	permis	éclairage	autre
2019	**8**	**2**	**10**	**14**	**1**	**1**	**1**	**1**	**10**	**8**	**8**	**0**	**3**	**5**
2018	5	0	5	6	2	0	0	1	11	3	3	1	1	1
2017	9	1	10	6	5	0	2	1	9	2	8	3		1
2016	11	1	12	10	8	0	2	2	23	3	7	3	3	2
2015	9	0	9	9	6	0	0	3	12	4	4	3		3

Le nombre d'accidents (corporels et mortels) a doublé en 2019 par rapport à 2018. La mortalité routière reste inchangée avec 1 tué alors que le nombre de blessés a diminué. L'alcool et la vitesse sont les 2 causes principales des accidents.

Action répressive

L'activité répressive enregistre une nette baisse en 2019. Elle s'explique par l'évolution du comportement des usagers de la route ainsi que par la mise en place de contrôles préventifs à but pédagogique. Un effort de communication est également à relever avec la diffusion de communiqués de presse à la radio.

Infractions routières						
Année	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Alcoolémie	77	94	88	145	83	38
Défaut de permis	139	146	80	174	166	71
Défaut de ceinture	0	124	541	574	241	323
Non port du casque	0	0	0	0	308	96
Autres contraventions	345	391	226	406	198	33
Total Infractions	561	755	935	1235	996	786

L'activité globale de la gendarmerie représente 897 crimes, délits et contraventions. A cela s'ajoutent 40 procédures de renseignement judiciaire, 30 commissions rogatoires, 538 procédures de renseignement administratif, 366 soit-transmis du parquet, 1 procédure de renseignement militaire.

Dans le cadre de la fonction huissier, les militaires du commandement de la gendarmerie de Wallis et Futuna, ont établi 492 actes contre 562 en 2018. Cette activité représente 30 % du volume horaire global .

LA CIRCONSCRIPTION D'UVEA

Citoyenneté

L'ETAT CIVIL

5 526 actes d'état-civil édités par la circonscription, soit 24 actes/jours, et 28 mariages célébrés.

Ce volume d'activité correspond à celui observé en 2017, avant le pic de 2018 (8 000 actes).

ELECTIONS

Gestion de plus de **6 000 électeurs** inscrits sur les listes de Uvea (inscription, radiation, modification).

Mise en oeuvre du Repertoire Electoral Unique (REU) pour Uvea.

REGLEMENTATION

1 150 titres d'identité (passeports et CNI) délivrés aux résidents de Wallis, soit sensiblement le même nombre qu'en 2018.

122 jeunes de 16 ans recensés pour la journée défense et citoyenneté.

Près de **600** allocataires de l'aide aux personnes âgées suivis par le bureau.

Focus sur l'activité d'accueil des usagers

Vitrine de la circonscription d'Uvea, ces trois bureaux sont au coeur de la vie quotidienne des Wallisiens et Wallisiennes. L'accueil et l'orientation des usagers dans leurs démarches est l'une des priorités des agents. C'est la raison pour laquelle un bureau de l'accueil a été mis en place en 2019, assurant un accompagnement personnalisé des administrés.

Solidarité

Contrats de village

Gestion des **crédits contrat de village** par le bureau des finances : **268 000 €** (32 M Fcfp) annuels du BOP 123 du ministère des outre-mer mis à la disposition de la Chefferie d'Uvea pour l'entretien des infrasrcutures des villages (Fale fono) et des districts (Fale Puleaga).

Ces crédits sont principalement destinés à l'achat de materiaux (ciment, bois...) et de petits matériels de manutention (tronçonneuse, débrousailleuse...).

Chantiers de développement

100 chantiers de développement local (CDL), financés par le BOP 138 du ministère des outre-mer, mis à disposition du Palais royal, des trois districts et du centre de secours d'Uvea. Ils sont employés à des missions d'intérêt général.

27 "chantiers sociaux" réalisés en 2019 au sein des villages de Liku, Falaleu et de
L'équipe bâtiment de la circonscription a réalisé, à la demande des chefs coutumiers, la construction de sanitaire/douche auprès des foyers défavorisés.

Logistique

48 engins et véhicules de service dépannés

74 petits matériels réparés

Interventions extérieures

96 interventions pour l'entretien des bords de route, soit **8 villages** par mois

Salubrité

Propreté

1 026 m3 d'eaux usées vidangées au cours de 211 interventions

Circuit journalier de ramassage des odures ménagères dans les trois districts d'Uvea

Focus sur la modernisation des équipements de lutte contre l'insalubrité

En 2019, la circonscription d'Uvea a acquis une nouvelle benne à ordure ménagère (BOM), conforme aux meilleurs standards métropolitains, financé sur fonds propres du budget de la circonscription. Cette acquisition fait suite à la réception, en 2018, d'un camion hydrocureur neuf pour les vidanges de fosse septique financé par le FEI.

Actions emblématiques 2019

Wallis se met à l'heure des grands chantiers numériques de la citoyenneté : le REU et le RNIPP

Le Répertoire Electoral Unique (REU) est un dispositif visant à la fiabilisation des listes électorales. L'intégration des électeurs wallisiens au REU leur offrira les mêmes facilités et le même niveau de sécurité que n'importe quel autre électeur français (inscription dématérialisée, auto-vérification de son état-civil, radiation facilitée).

Le Répertoire National d'Identification des Personnes Physiques (R.N.I.P.P.) est un numéro d'identification nationale unique attribué à chaque citoyen(ne) français(e), communément plus connu sous le terme de "numéro de sécurité sociale" en métropole. Jusqu'à présent les natifs de Wallis-et-Futuna ne disposait pas d'immatriculation au RNIPP, à l'exception de celles et ceux ayant été répertorié lors de séjours en métropole (evasanés, étudiants, résidents).

L'extension de ces deux repertoires au Territoire a necessité un important travail de saisi, de fiablisation et d'échange de données d'état-civil avec les équipes de l'INSEE. Plusieurs milliers de fichiers d'état-civil ont été ainsi vérifiés et recoupés avec les données nationales afin d'inclure les natifs d'Uvea dans ces deux repertoirs nationaux.

La lutte contre les gîtes larvaires à travers les opérations d'enlèvement d'encombrants

Au cours de l'année 2019, trois grandes opérations d'enlèvement des encombrants (électroménagers, ferrailles, gros objets plastiques, véhicules hors d'usage...) ont été réalisées sur l'île d'Uvea en collaboration avec les services de l'environnement et ceux des travaux publics.

Au total, ce sont plus de 500 m3 de déchets polluants qui ont été déposé au centre d'enfouissement technique (CET) de Vailepo pour traitement. Ces mesures de salubrité, décidées par le Cabinet du Préfet, ont participé à contenir les différentes épidémuie de Dengue qu' connu le Territoire en 2019.

Délégation de Futuna

L'état civil

- 2070 actes
- 19 décés (9 à Alo ; 10 à Sigave)
- 7 mariages de droit coutumier (5 à Alo et 2 à Sigave)
- 2 mariages de droit civil (1 à Alo et 1 à Sigave)
- 1 Pacs ;

En raison de l'absence d'une maternité sur l'île, les femmes enceintes quittent le territoire dès leur 7ème mois de grossesse pour accoucher sur Wallis. C'est pour cette raison qu'aucune naissance n'est enregistrée sur Futuna. En 2019 on comptabilise 18 enfants de parents futuniens nés à Wallis.

La réglementation :

- 197 passeports ;
- 45 cartes nationale d'identité.

En 2019, la dotation en **Chantier de développement** s'élève à 45.107.400 XFP, repartis comme suit :

- 27.923.628 XFP inscrits sur le budget de fonctionnement d'Alo ;
- 17.183.772 XFP inscrits sur le budget de fonctionnement de Sigave.

Les "*chantiers de développement*" dotation à vocation sociale permettent en 2019, comme en 2018, de financer l'activité d'associations culturelles, sportives, artistiques, touristiques, d'aides aux handicapés ou aux jeunes.

Volet Financier 2019

I/ Dépenses de l'État

	2017	2018	2019
Budget Etat (hors gendarmerie et justice) : dépenses totales	77 118 397,00 €	**82 014 150,00 €**	**99 170 922,00 €**
Budget Etat (hors gendarmerie et justice): dont dépenses personnel	53 138 292,00 €	**50 354 365,00 €**	**60 399 278,90 €**
Budget Etat (hors gendarmerie et justice) : dont dépenses fonctionnement	19 844 868,00 €	**27 477 229,00 €**	**27 656 026,40 €**
Budget Etat (hors gendarmerie et justice): dont dépenses (DGF+ divers DACOM…) versées aux Circonscriptions	4 135 237,00 €	**4 182 556,00 €**	**4 068 857,00 €**

A signaler que le budget de la Gendarmerie et celui de la Justice ne sont pas assignés sur la caisse de la DFIP de Wallis et Futuna mais sont rattachés directement à Nouméa.

II/ Dépenses du Territoire

	2017	2018	2019
Budget Territoire (y compris budgets annexes) : dépenses totales	37 105 372,00 €	**42 412 042,00 €**	**56 815 051,00 €**
Budget principal Territoire : dont dépenses fonctionnement	30 968 115,00 €	**28 697 789,00 €**	**28 918 319,00 €**
Budget principal Territoire : dont dépenses Investissement	6 137 257,00 €	**4 671 334,00 €**	**9 282 907,00 €**
Budget Territoire (budget annexe SPT) : dépenses totales	5 577 196,00 €	**5 487 040,00 €**	**5 885 984,00 €**
Budget Territoire (Budget annexe Stratégie numérique) : dépenses totales	2 594 787,00 €	**3 555 879,00 €**	**12 727 841,00 €**

Les principales activités des service des Finances pour 2018

FINANCES ETAT

Volume d'activité en termes d'actes de gestion de la plate-forme :

S'agissant du nombre d'actes budgétaires saisis par la plate-forme Chorus, l'évolution observée depuis 2017 est la suivante :

	2017	2018	2019	EVOLUTION 2018/2017
NB D'EJ	1 464	1 454	1 476	1,51%
NB DE DP	2 985	3 035	4 090	34,76%
NB TOTAL ACTES	4 449	4 489	5 566	23,99%

En 2019 le nombre d'actes augmente fortement à 5 566 soit +24 %. Cette augmentation s'explique par la hausse des enveloppes attribuées sur les différents programmes.

En terme de performance, le délai global de paiement (DGP), les fournisseurs ont été payés 19,97 jours après avoir déposé leurs factures, soit un chiffre supérieur au taux cible de 18 jours. Pour la plate-forme Chorus, le délai de traitement est de 2,3 jours contre 16,41 jours pour les services prescripteurs, et un peu plus d'une journée pour le comptable public.

Volume financier et consommation des programmes budgétaires :
Au terme de l'exercice 2019, le taux de consommation des AE (99,26%) est en légère hausse et celui des CP (99,19%) en légère baisse par rapport à 2018. Cela représente une vingtaine de programmes budgétaires.

FINANCES TERRITOIRE

Volume d'activité en termes d'actes de gestion

Par rapport à 2018, le nombre de mandats progresse légèrement de 4,5 % (+666 mandats) alors que le nombre de titres émis diminue de 13,82% (-231 titres).
Au final, le nombre d'actes augmente de façon modérée pour se situer à 16 470 contre 16 035 en 2018.

Par ailleurs, il convient de noter que sur l'ensemble de l'activité 2018, on a dénombré 130 rejets : 117 à l'initiative du service des finances et 13 à l'initiative de la DFIP.

Concernant les rejets du comptable public, leur nombre est faible par rapport au nombre d'actes transmis ce qui traduit une excellente qualité des pièces comptables.

Les rejets effectués par le service des finances augmentent par rapport à 2018, passant de 71 à 117 (+46) car les erreurs d'imputation ou les anomalies dans les documents transmis, qui étaient parfois régularisées sans formalisme particulier, font désormais systématiquement l'objet d'un rejet afin d'inciter les services à faire preuve de plus de rigueur. Ceci s'inscrit également dans une politique menée par le service des finances visant à sécuriser la chaîne de la dépense publique (vérification

des habilitations et des signatures, de la conformité avec le montant des marchés publics, des imputations comptables, ...).

AUTRES ACTIVITÉS

Parmi les activités principales du secrétariat, demeure la préparation de l'ensemble des documents nécessaires aux déplacements des agents : BIT, ordres de mission et feuilles de route. Entre 2018 et 2019, le nombre d'actes exécutés connaît une augmentation notable de 143 actes qui provient principalement des BIT. Le nombre de courriers entrant quant à lui, reste stable.

	Total BT & Etat 2018	Total BT & Etat 2019	Evolution BT 2019/2018
Bons individuels de transport (BIT)	894	1010	11,49%
Feuilles de route	352	367	4,09%
Ordre de mission (OM)	184	194	5,15%
Réquisitions (matériel)	48	50	4,00%
Courriers arrivés traités	661	676	2,22%
Nombre total d'actes	**1478**	**1621**	8,82%

LA CELLULE DES MARCHES PUBLICS :

La cellule des marchés publics a lancée pour l'année 2019, 53 consultations dont 8 sont toujours en cours de traitement. Sur l'ensemble des marchés notifiés en 2019, 27 dossiers ont été portés par le Territoire contre 26 dossiers portés par l'État. L'enjeu économique sur 2019 est de l'ordre de 794M XPF (6,6M€) contre 531M XPF en 2018 (4,4M€).

Les marchés les plus remarquables en 2019 en termes d'enjeux financiers et de besoins stratégiques pour le Territoire correspondent aux consultations suivantes :

- Travaux d'agrandissement de l'aérogare de Vele pour 91M XPF (plus de 766K€),
- Travaux d'alimentation en eau du plateau Vilamalia à Futuna pour 78M XFP (plus de 659K€)
- Amélioration de la 4G du réseau Manuia pour l'introduction du RTTH pour 108M XFP (plus de 909K€)

Une hausse considérable (+140%) du nombre de procédures de marchés publics est observée en 2019, s'expliquant par le co-financement existant sur le Territoire (FEI, CDD, CCT, PIA etc..)

Volet Ressources Humaines 2019

Effectifs rémunérés par l'ETAT

MINISTERE	2019	Rappel 2018	Rappel 2017
INTERIEUR	78	75	69
AGRICULTURE ET PECHE	27	27	28
ECOLOGIE DEVELOPPEMENT DURABLE	18	18	19
FINANCES PUBLIQUES	21	22	18
DOUANES DROIT INDIRECTS	12	12	12
INTERIEUR GARDES	16	16	16
TRAVAIL	6	6	6
SPORTS	6	6	5
TOTAL GENERAL	184	182	173

Nb total d'agents rémunérés par le Vice Rectorat : 508 (dont agents DEC)

Nb d'agents rémunérés par l'ADS: 308

Le principe de mobilité peut conduire à rémunérer la même année 2 agents pour un même poste.

Effectifs rémunéré par le Territoire (source Budget Primitif Territoire 2020)

	2017	2018	2019	2020
Total Effectifs Territoire (nb d'agents)	407	353	385	385
effectifs	396	344	364	377
création de postes	11	9	21	6
	2017	**2018**	**2019**	**2020**
contrats	7	11	0	0

En 2017 une partie des agents ont été décroisés pour intégrer les effectifs de l'État diminuant ainsi la masse globale des effectifs du Territoire. La dynamique de recrutement tend à neutraliser cet impact

Recrutements

	TERRITOIRE		ETAT	
SERVICE	AGENTS PERMANENTS	CONTRACTUELS	AGENTS PERMANENTS	CONTRACTUELS
AED	3	2		
AT	3	2		
GT	0	0	3	
SAMPPB	0	0		
STARP SEAFP	4	3		
SCOPPD	0	0		
SRE	0	0		
SSIC	0	0		1
STAC	0	2		
STE	1	2		
STJS	4	1		
STOSVE	1	1		
TP	6	1		
CABINET	1	0		1
FINANCES	0	1		
SPT	2	0		
SRH	0	2		2
BBL	0	2		
CIRCO.UVEA	1	0		
TOTAL	26	19	3	4

Départs à la retraite

Répartition des départs par Service			
ANNÉE	2017	2018	2019
Assemblée Territoriale			1
Garde Territoriale (GT)			1
Service Territorial des Affaires Culturelles (STAC)		1	1
Service Territorial des Affaires Rurales (STAR)	1		1
Service Territorial de la Jeunesse et des Sports (STJS)	1	2	2
Service de la Poste et des Télécommunications (SPT)			
Secrétariat Général (SG)		1	
Service des Travaux Publics (TP)	3	4	
Service de l'Inspection du Travail et des Affaires Sociales (SITAS)		1	
Résidence du Préfet	2		1
Service de la Coordination, des Politiques Publiques et du Développement (SCOPPD)			
Service des Affaires Maritimes, Ports Phares et Balises (SAMPPB)		1	
Service de la réglementation et des élections (SRE)	1		
TOTAL	8	10	7

Répartition des départs par Budget			
ANNÉE	2017	2018	2019
Budget État (Ministère de l'Intérieur)	2	1	2
Budget Territoire	6	9	4
TOTAL	8	10	6

Indicateurs 2019

Thématiques	indicateurs	Service	sources	2018	2019
Population	Superficie du territoire (Km2)				142
	Population	STSEE	INSEE (recensement)	11558	11558
	dont Wallis	STSEE	INSEE (recensement)	8333	8333
	dont Futuna	STSEE	INSEE (recensement)	3225	3225
	Part des moins de 20 ans	STSEE	INSEE (recensement)	34,04 %	34,04 %
	Part des 20-59 ans	STSEE	INSEE (recensement)	49,44 %	49,44 %
	Part des 60 ans et plus	STSEE	INSEE (recensement)	16,52 %	16,52 %
	Densité (hab/km²)	STSEE	INSEE (recensement)	82	82
	Taux de croissance moyenne annuelle (2003-2013)	STSEE	INSEE (recensement)	-1,05 %	-1,05 %
	nombre de ménages	STSEE	INSEE (recensement)	3069	3069
	taille moyenne des ménages (en nb de personnes)	STSEE	INSEE (recensement)	3,8	3,8
	Nombre de logements du parc	STSEE	INSEE (recensement)	3447	3447
	Part des propriétaires occupant	STSEE	INSEE (recensement)	89,05 %	89,05 %
	taux de raccordement à l'eau courante	STSEE	INSEE (recensement)	99,35 %	99,35 %
	taux de raccordement à l'électricité	STSEE	INSEE (recensement)	99,32 %	99,32 %
	nombre de naissances	circonscriptions	rapport d'activité	129	171
	nombre de décès	circonscriptions	rapport d'activité	79	56
	nombre de jeunes de 16 ans recensés	circonscriptions	rapport d'activité	183	166
	Nombre d'actes civils	circonscriptions	rapport d'activité	9059	7596
Économie	PIB (milliards de FCFP)	IEOM	CEROM/INSEE	18 milliards CFP (date de 2005)	pas de changement
	PIB par habitant (milliers de FCFP)	IEOM	CEROM/INSEE	1,2 million CFP/Habitant (date de 2005)	pas de changement
	Dépenses de L'État dans la collectivité (miliards de FCFP)	IEOM	DFIP	15,5 milliards	17,1 milliards
	importations (en Millions de F CFP)	Douanes et CD	Douanes et CD	6,100,000,000 FCFP	6.239.439.993 FCFP
	exportations (en Millions de F CFP)	Douanes et CD	Douanes et CD	71 566 309 FCFP	51 130 422FCFP
	nombre d'entreprises (patentes)	Douanes et CD	Douanes et CD	682	733
	Évolution de l'indice des prix à la consommation	STSEE	STSEE	0,97 %	0,40 %
	indice et index du bâtiment	STSEE	STSEE	0,33 %	2,20 %
Emploi	Nombre d'inscrits à la CPSWF	IEOM	CPSWF/Ad Sup/VR	2333	2264
	population active	IEOM	STSEE	4182	pas de changement
	Part du secteur privé	IEOM	CPSWF/Ad Sup/VR	39,50 %	40,60 %
	Part du secteur public	IEOM	CPSWF/Ad Sup/VR	60,50 %	59,40 %
	employés secteur privé (inscrits CPSWF)	IEOM	CPSWF	921	919
	Emploi par sous secteur : Industrie agriculture	IEOM	CPSWF	102	105
	Emploi par sous secteur : BTP	IEOM	CPSWF	69	74
	Emploi par sous secteur : Commerce	IEOM	CPSWF	304	327
	Emploi par sous secteur : Services marchands	IEOM	CPSWF	446	413
	Emploi par sous secteur : Services non marchands et secteur public	IEOM	CPSWF	1412	1345
	Fonctionnaires (non inscrits à la CPS)	IEOM	CPSWF/Ad Sup/VR	359	462
	dont Ad sup et autres services (non inscrits à la CPS)	IEOM	CPSWF/Ad Sup/VR	78	151
	dont Educ (non inscrits à la CPS)	IEOM	CPSWF/Ad Sup/VR	278	308
	dont Santé (non inscrits à la CPS)	IEOM	CPSWF/Ad Sup/VR	3	3
	dont Ad sup et autres services (non inscrits à la CPS)	IEOM	CPSWF/Ad Sup/VR	22,00 %	33,00 %
	dont Educ (non inscrits à la CPS)	IEOM	CPSWF/Ad Sup/VR	77,00 %	67,00 %
	dont Santé (non inscrits à la CPS)	IEOM	CPSWF/Ad Sup/VR	1,00 %	1,00 %
Electricité	Évolution de la production d'énergie	IEOM	EEWF	3,50 %	3,70 %
	production en kWh	IEOM	EEWF	20012	20745
	vente d'énergie	IEOM	EEWF	2,00 %	8,10 %
	vente d'énergie en kWh	IEOM	EEWF	18664	20183
	part du renouvelable dans la production d'énergie	IEOM	EEWF	2,5 %%	
Eau	production (milliers de m³)	IEOM	EEWF	1805	1799
	consommation (milliers de m³)	IEOM	EEWF	1095	1057
	nb d'abonnés	IEOM	EEWF	2739	2744
	tarification (variation)	IEOM	EEWF	1,50 %	3,30 %
Hydrocarbures	consommation de gazole (milliers de litre)	IEOM	SWAFEPP	7719	8050
	Evolution de la consommation de gazole	IEOM	SWAFEPP	2,70 %	4,30 %
	consommation d'essence (milliers de litre)	IEOM	SWAFEPP	1628	1605
	Evolution de la consommation d'essence	IEOM	SWAFEPP	-1,20 %	-1,40 %
	consommation de gaz butane (milliers de litre)	IEOM	SWAFEPP	255	255
	Evolution de la consommation de gaz butane	IEOM	SWAFEPP	-5,20 %	0,00 %

indicateurs	Service Source	2018	2019
Bouclier prix : nombre de produits retenus	AED	**56**	**57**
continuité territoriale : dotation (Etat)	AED	**280 000,00 €**	**280 000,00 €**
continuité territoriale : nombre de bénéficiaires	AED	**368**	**426**
Code Territorial des investissement (CTI) : dotation (Territoire BP)	AED	**167 600,00 €**	**167 600,00 €**
Code Territorial des investissement (CTI) : dotation (Territoire BS)	AED	**125 700,00 €**	**209 500,00 €**
Code Territorial des investissement (CTI) : nombre de dossiers agréés	AED	**27**	**28**
Prime à l'emploi : nb d'aide accordée pour la création d'emploi	SITAS	**13**	**32**
Prime à l'emploi : nb d'emplois créés	SITAS	**13**	**32**
Chantiers de développement : nombre de bénéficiaires	SITAS	**765**	**876** (dont 719 adultes et 157 jeunes)
Passeport mobilité : nombre de stagiaires	SITAS	**44**	**62**
Mobilité professionnelle : nombre de stagiaires	SITAS	**117**	**270**
Formation professionnelle AFPA			**17**
Formation à distance			**30**
Dispositif « Cadres pour WF » : nombre cumulé de bénéficiaires depuis le lancement (2016)	SITAS	**71**	**80** (9 en cours de formation)
Aide Handicap et grande dépendance : nombre moyen mensuel de bénéficiaires	SITAS	**219**	**293**
Allocation d'aide aux personnes âgées APA : nombre de bénéficiaire par trimestre à Wallis	DFIP	**586**	**581**
Allocation d'aide aux personnes âgées APA : montant moyen de versement par trimestre à Wallis	DFIP	**213 000,00 €**	**211 000,00 €**
Allocation d'aide aux personnes âgées APA : nombre de bénéficiaire par trimestre à Futuna	DFIP	**332**	**333**
Allocation d'aide aux personnes âgées APA : montant moyen de versement par trimestre à Futuna	DFIP	**121 000,00 €**	**121 000,00 €**
part de l'APA dans les dépenses d'aide sociale du Territoire	DFIP	**38,00 %**	**38,25 %**
Filière forestière plantation de plants forestiers : surface en ha	Agri		**6,5**
lycée agricole : nombre d'élèves	Direction agriculture		**70**
lycée agricole : % de réussite	Direction agriculture		**70%**
nombre d'écoles élémentaires/primaires	VR	**13**	**13**
nombre de collèges	VR	**6**	**6**
nombre de lycées y compris lycée agricole	VR	**2**	**2**
nombre d'élèves scolarisés	VR	**3152**	**3186**
taux de réussite au BAC (Bac Général -Bac Techno.-Bac Professionnel)	VR	**82,5 %-65,2 %-90,9 %**	**98 %-77 %-78 %**
Budget Etat (hors gendarmerie et justice) : dépenses totales	DFIP	**82 014 150,00 €**	**99 170 922,00 €**
Budget Etat (hors gendarmerie et justice): dont dépenses personnel	DFIP	**50 354 365,00 €**	**60 399 278,90 €**
Budget Etat (hors gendarmerie et justice) : dont dépenses fonctionnement	DFIP	**27 477 229,00 €**	**27 656 026,40 €**
Budget Etat (hors gendarmerie et justice): dont dépenses Investissement et Interventions (DGF)	DFIP	**4 182 556,00 €**	**4 068 857,00 €**
Budget Territoire (y compris budgets annexes) : dépenses totales	DFIP	**42 412 042,00 €**	**56 815 051,00 €**
Budget principal Territoire : dont dépenses fonctionnement	DFIP	**28 697 789,00 €**	**28 918 919,00 €**
Budget principal Territoire : dont dépenses Investissement	DFIP	**4 671 334,00 €**	**9 282 907,00 €**
Budget Territoire (budget annexe SPT) : dépenses totales	DFIP	**5 487 040,00 €**	**5 885 984,00 €**
Budget Territoire (Budget annexe Stratégie numérique) : dépenses totales	DFIP	**3 555 879,00 €**	**12 727 841,00 €**
Etat : nb de DP	DFIP	**5791**	**5634**
Etat : délai global de paiement en jours (delai national 16,49j)	DFIP	**16,29**	**17**
Territoire : nb de mandats	DFIP	**6476**	**6128**
Territoire : recette section fonctionnement en euros	DFIP	**30 380 325,00 €**	**32 070 174,00 €**
Territoire : part des produits fiscaux (principalement droit de douanes) dans recette section fonctionnement en euros	DFIP	**18 997 571,00 €**	**20 343 127,00 €**
Territoire : part des produits fiscaux dans les recettes de fonctionnement Territoire	DFIP	**62,50 %**	**63,43 %**
Territoire : part des dotations de l'État dans les recettes de fonctionnement Territoire	DFIP	**24,90 %**	**21,22 %**
Circonscriptions : dépenses de fonctionnement	DFIP	**5 456 000,00 €**	**5 461 466,00 €**
Territoire : nb d'agents payés (budget territoire et SPT)	DFIP	**396**	**396**
Etat : nb d'agents payés (dont contractuels)	DFIP	**742**	**717**

Services contributeurs :

Services du Cabinet
Service de la Réglementation et des Elections
Service des Affaires économiques et du Développement
Service des Statistiques et des Etudes
Service Coordination des Politiques Publiques et Développement
Inspection du travail et Affaires Sociales
Service territorial Jeunesse et Sports
Service territorial des Œuvres Scolaires et Vie de l'Etudiant
Services de l'Agriculture
Service territorial de l'Environnement
Service des Affaires Maritîmes, Ports, Phares et Balises
Service des Travaux Publics
Service territorial des Affaires Culturelles
Circonscription d'Uvéa
Délégation de Futuna
Service des Postes et Télécommunications
Agence de Santé
Le Vice Rectorat
Le Service de l'Aviation Civile
La Gendarmerie
Le Service des Finances
Le Service des Ressources Humaines.